



**La fuite n'est pas un crime**  
**La fuite est un**  
**droit humain!**

**Flucht ist kein Verbrechen**  
**Flucht ist ein**  
**Menschenrecht!**

**Vluchten is geen misdaad**  
**Vluchten is een**  
**mensenrecht!**

**Ökumenische Plattform in der Euregio Maas-Rhein (B/D/NL)  
zur Asyl- und Flüchtlingspolitik**

**Oecumenisch platform in de Euregio Maas-Rijn (B/D/NL)  
inzake de asiel-en vluchtelingenpolitiek**

**Plateforme oecuménique dans l'Euregio Meuse-Rhin (B/D/NL)  
sur la politique d'asile et des réfugiés**

Die Synode des Evangelischen Kirchenkreises Aachen

Die Synode des Evangelischen Kirchenkreises Jülich

Die Synode des Evangelischen Kirchenkreises Krefeld-Viersen

Die Synode des Evangelischen Kirchenkreises Moers

Der Synodalrat der Vereinigten Protestantischen Kirche in Belgien  
(VPKB)

Het breed moderamen van de Classis Limburg van de Protestantse  
Kerk in Nederland (PKN)

Der Diözesanrat der Katholiken im Bistum Aachen

Mgr. Jean-Pierre Delville, évêque de Liège (B)

Mgr.Fr. Wiertz, bisschop van Roermond (NL)

Der Gemeindedienst für Ökumene und Mission der Evangelischen  
Kirche im Rheinland - Region Niederrhein

Südwind – Institut für Ökonomie und Ökumene (Siegburg)

**Unterstützer der Resolution „Flucht ist kein Verbrechen-  
Flucht ist ein Menschenrecht“**

**La fuite n'est pas un crime**  
**La fuite est un**  
**droit humain!**



*“Si un étranger vient séjourner avec vous dans votre pays, vous ne l’opprimerez point. Vous traiterez l’étranger en séjour parmi vous comme un indigène du milieu de vous; vous l’aimerez comme vous-mêmes, car vous avez été étrangers dans le pays d’Égypte. Je suis l’Eternel,votre Dieu.  
(Lévitique,chap. 19,vs.33-34)*

Depuis des décennies le nombre de victimes d'une politique européenne concernant les réfugiés en proie à un régime de plus en plus restrictif ne cesse d'augmenter. Les membres de la Plateforme Eurégionale pour le Travail parmi les réfugiés se voient appelés à lever leurs voix haut et fort étant donné les conditions inhumaines dans lesquelles doivent vivre les réfugiés aux frontières extérieures de l'Europe, en particulier en Afrique du Nord et dans les pays de l'UE.

Il nous tient particulièrement à cœur de dénoncer la détresse de ces gens, leurs conditions de vie scandaleuses et de soutenir leur revendication des droits de l'homme en les plaçant au centre de l'attention tant politique que sociale.

C'est dans cet esprit que nous exigeons de la part des responsables politiques dans tous les pays européens, au sein du Conseil Européen et au Parlement Européen

- l'arrêt immédiat de la poursuite et de l'assassinat des réfugiés dans les états frontaliers de l'UE (p.ex. au Maroc) et la fin du soutien de cette chasse à l'homme par l'UE, en particulier par rapport à l'implication de FRONTEX
- transparence et contrôle relativement à l'engagement de Frontex
- l'engagement de mandataires de droit humain dans les bateaux de Frontex
- l'arrêt de la politique européenne d'exclusion en faveur d'une politique sur les réfugiés orientée sur le droit humain
- transparence des négociations et publication de toutes les conventions de l'UE avec les pays frontières
- réforme du sauvetage en mer aux frontières extérieures de l'UE
- la répartition solidaire et juste des réfugiés parmi les pays de l'UE
- libre choix du but de la fuite pour tous les réfugiés (amendement de la Convention de Dublin)
- arrêt des expulsions dans les soi-disant pays-tiers,resp. états non-UE
- abandon des expulsions en chaîne

- suppression de la détention en vue d'expulsion
- mesures particulières de protection pour les enfants non-accompagnés et les jeunes réfugiés
- rendre possible à tous les réfugiés l'application de moyens juridiques d'ajournement
- application généreuse de rassemblements de familles
- permis de séjour pour réfugiés tolérés
- remplacement du statut de tolérance par un statut de droit
- droit au travail et à la formation pendant la procédure d'asile ou de tolérance

**Nous revendiquons** une politique des réfugiés en accord avec les valeurs fondamentales sur lesquelles repose la civilisation européenne, avec la charte des droits de l'homme des Nations Unies, avec la charte européenne des droits de l'homme et avec notre mission chrétienne.

**Nous appelons** tous les chrétiens d'adopter comme mission les paroles de réveil du Pape François sur Lampedusa et prendre fait et cause sans réserve pour un revirement dans la politique européenne sur les réfugiés.

## Misère des réfugiés en Europe – résistance eurégionale

Le fait que la misère des réfugiés augmentait devant les yeux de tous était, en 1994 le point de départ pour la fondation du “Comité pour les Droits des Réfugiés et Migrants dans l'Eurégio”.

Projet oecuménique de différentes régions ecclésiastiques évangéliques de Belgique, d'Allemagne et des Pays-Bas et d'initiatives pour les réfugiés des évêchés catholiques de Liège, d'Aix-la-Chapelle et de Roermond, le Comité a dès le 20.06.2003, publié sous le titre “Plateforme oecuménique dans l'Eurégio sur la politique d'asile et des réfugiés” une résolution sur la politique d'asile et de réfugiés, dans laquelle l'importance du **“respect absolu du droit d'asile”** fut énergiquement affirmé. En outre fut souligné la nécessité pressante “d'un système commun européen d'asile fondé sur l'application illimitée et complète de la Convention de Genève sur les Réfugiés.” La résolution invite la politique européenne de convertir les accords du Conseil européen de l'an 1999 à Tampere en Finlande, qui forment le cadre d'une politique d'asile basée sur des normes humanitaires.

Jusqu'ici cette résolution sert de base pour le travail eurégional parmi les réfugiés, qui a dû être intensifié pendant ces dernières années: Non seulement il n'y a pas eu d'améliorations pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, mais dans les derniers 10 ans les bases politiques pour les rapports avec les réfugiés furent aggravés de façon drastique, et par conséquence leurs conditions d'existence se sont aggravées dramatiquement.

Il résulte de ces données la nécessité pour nous tous d'utiliser la Plateforme eurégionale pour le travail parmi les réfugiés, afin de confronter les citoyens européens avec un des phénomènes politiques les plus douteux en Europe et à ses frontières.

## La misère des gens

La pression migratoire sur les frontières extérieures de l'Europe est une conséquence des conditions de vie dégradantes en Afrique, continent particulièrement frappé par la guerre, la faim et les catastrophes climatiques causées par les suites négatives de la globalisation néolibérale. Dans beaucoup de pays

africains, la plupart des gens n'ont rien ou presque rien à manger, il n'y a pas de soins médicaux, ils sont défavorisés dans leur vie, leurs enfants dans leur développement. La misère absolue, le désespoir et la résignation poussent des millions parmi eux vers la fuite. Plus d'un tiers des réfugiés meurt sur la route du désert.

Ces gens n'ont de choix qu'entre la peste et le choléra: mourir de faim, de soif ou des suites d'une maladie non traitée, ou fuir là où aisance et bonne chère reposent souvent sur l'appropriation par la force des richesses africaines, vers l'Europe ou vers la terre promise outre-atlantique. Sur la route de l'exil, ils portent le risque grandissant d'une mort violente dans leurs pauvres bagages. Beaucoup de survivants n'atteignent jamais l'Europe, mais atterrissent dans un état désespéré à une des frontières extérieures de l'Europe, sur l'Evros, le fleuve frontière entre la Turquie et la Grèce, en Égée, en méditerranée ou dans une des régions côtières du nord-ouest de l'Afrique, spécialement au Maroc.

Par la coopération avec l'Eglise évangélique au Maroc (le district évangélique de Jülich entretient un partenariat avec elle) la plateforme eurégionale, est régulièrement informé sur les événements au Maroc. De nombreux témoignages oculaires et les expériences des collaboratrices sur place dessinent une image épouvantable de la situation là-bas.

Les réfugiés qui arrivent après des mois de marche à travers le désert, non seulement ne sont pas pourvus d'un minimum de survie par les autorités locales, mais au contraire dévalisés de leurs dernières possessions. Bien que le Maroc ait ratifié la Convention de Genève sur les réfugiés, une demande d'asile est impossible, car il n'y a pas de bureau pour cela. Par conséquent les réfugiés au Maroc sont illégaux et ne reçoivent aucun don de l'état. Vivant en illégalité, ils sont considérés comme du gibier et traités de la sorte. Sans droits et sans protection ils sont à la merci de répressions quotidiennes et d'un racisme public. Les nouveaux-nés n'obtiennent pas de certificat de naissance, ni papiers, aucun statut.

La violence contre les réfugiés augmente sans cesse, des offenses contre les droits de l'homme envers les réfugiés par les forces de l'ordre marocaines sont à l'ordre du jour. Les femmes sont violées comme par évidence, parfois à plusieurs reprises. Que les forces de l'ordre détruisent les abris de fortune que les réfugiés ont construits avec des panneaux en plastique, est devenu une pratique commune. Le nombre des rafles a augmenté énormément, on agit

contre les réfugiés avec une violence parfois mortelle. Des hommes sont expédiés comme cargaison vivante, et transportés loin des autres dans le désert frontalier de l'Algérie, pour qu'ils n'aient pas de contacts entre eux et ne puissent pas s'entraider, dépourvus de chaussures pour qu'ils n'aient aucune chance de s'enfuir. Dans un entourage hostile ils sont exposés à la mort, même les femmes avec des enfants nouveau-nés sont abandonnées à leur sort mortel avec leurs nourrissons. Les grands blessés sont expédiés vers des endroits secrets pour y être jetés dans des fosses cachées, après avoir été dévalisés de leurs papiers d'identité, de leur argent et de leurs moyens de communication. Ils meurent à des endroits que personne ne peut visiter sans danger de mort.

C'est par milliers que les migrants et les réfugiés se trouvent dans un embarras inévitable: ils ne peuvent continuer leur voyage ni rebrousser chemin et non plus rester au pays. Un très grand nombre parmi eux serait exposé à l'arbitraire et au mauvais traitement dans une situation où les autorités avec leurs stratégies de défense traitent les réfugiés avec une indifférence mortelle. Aux citoyens marocains il est interdit sous peine d'amende de donner le moindre secours, même une aide humanitaire et médicale est empêchée et réprimée. Seules engagées sur place, les organisations évangéliques et catholiques, la Caritas et l'Aide aux réfugiés (CEI) de l'Eglise évangélique du Maroc, ainsi que quelques plus petites ONG se chargent des secours dans la misère révoltante, mais les capacités personnelles et financières sont loin d'être suffisantes pour pourvoir au plus nécessaire. Ceux qui sont actifs dans le travail pour les réfugiés obtiennent de moins en moins, de la part des autorités marocaines, de moyens pour un soutien élémentaire, afin d'éviter aux réfugiés de mourir de soif et de faim.

Tout de même ces dernières années le nombre de réfugiés augmente de façon dramatique, de plus en plus d'Africains et même des Asiatiques viennent au Maroc, d'autres sorties de secours étant barrées. Nombre de réfugiés mineurs d'âge non accompagnés se trouvent menacés de toutes parts. Des organisations maffieuses, le trafic d'hommes et la prostitution forcée, augmentent encore la misère des réfugiés.

Des milliers de réfugiés, qui arrivent à trouver une place sur les bateaux en direction de l'Europe en dépit de toutes les repréailles et des circonstances périlleuses, meurent dans leurs tentatives d'atteindre le continent européen. Tout le temps on nous fait savoir que les gardes côtières ne tiennent pas compte des signaux de détresse des bateaux en train de couler, ou bien même empêchent



leur débarquement. La dimension du désespoir explique de façon dramatique que de plus en plus de réfugiés essaient d'atterrir sur les rives sûres de l'Europe avec des canots pneumatiques qui ne sont pas reconnus par les radars sur la côte et sur les bateaux de la marine, et ainsi voyagent vers une mort certaine.

Qui a vu de ses propres yeux les visages des réfugiés traumatisés, qui a vu leurs blessures corporelles et mentales, qui a parlé avec eux et a entendu leurs gémissements et leur nostalgie d'un peu de paix, celui-là comprend l'importance de la résistance contre cette politique étrangère de la Communauté Européenne.

## **Responsabilité politique et morale**

Ces rapports scandaleux avec des gens qui fuient la violence et la misère, nous autres Européens en sommes largement responsables, même doublement. Tout d'abord le scandale de la politique étrangère qui consiste dans le fait qu'aux frontières extérieures de l'UE tout est fait pour empêcher aux réfugiés l'entrée aux pays de l'UE.

Par le moyen de clôtures insurmontables et militairement gardées et par la chasse aux réfugiés dans l'Égée, dans la mer méditerranéenne et sur les côtes de l'Atlantique, la politique des états européens a fait de l'Europe une forteresse imprenable dans le but d'empêcher l'entrée de tout réfugié.

Tous les ans il y a des hommes qui perdent leur sang dans l'effort de surmonter les barbelés d'une hauteur de six mètres entre le Maroc et l'UE.

L'UE tolère que d'innombrables réfugiés se noient dans la mer méditerranéenne parce qu'ils utilisent des bateaux incapables de tenir la mer. Nombreux sont ceux qui sont repoussés hors du territoire de l'UE par l'Agence Européenne pour la Collaboration opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex), avec souvent une mort sûre pour conséquence.

Chaque année le Maroc et la Libye reçoivent une aide de millions d'Euro pour qu'ils tiennent loin de l'UE les réfugiés et migrants, au mépris systématique des droits de l'homme.

Ensuite, scandale de la politique intérieure, les mesures et les règlements à l'intérieur des pays de l'UE ayant pour but, à ceux qui ont réussi à entrer dans un pays de l'UE, de leur refuser tout de suite le séjour ou de le rendre le plus dur possible. Parmi ces mesures de défense il y a avant tout ce qu'on appelle le décret de Dublin, dans lequel est réglé la compétence des états membres de

l'UE concernant les procédures d'asile et dont le parlement de l'UE vient de décider la troisième version.

Ce décret sera, sous le titre de "Dublin II", mis en application dès le 1<sup>er</sup> septembre 2003 dans tous les états de l'UE et les deux états non-UE Norvège et Islande et depuis 2008 également en Suisse.

Il ordonne qu'un réfugié doit faire sa demande d'asile dans le pays européen de sa première arrivée et que, s'il continue son voyage vers un autre pays, il sera renvoyé dans le pays de première arrivée. Cette ordonnance s'avère être hautement menaçante, car le plus souvent s'ensuit l'expulsion vers un pays qui ne veut ni ne peut observer les standards du droit humanitaire. Ce soi-disant "manque systématique" (p.ex. de capacité d'hébergement avec comme conséquence manque d'abri, manque de soins, hostilité, poursuites, absence de droits) devrait être, pour la politique comme pour les autorités, un motif suffisant pour empêcher les expulsions "aveugles" purement formelles. Au contraire dans la pratique de tous les jours des autorités concernant les demandeurs d'asile, les considérations humanitaires ou juridiques ne jouent presque aucun rôle.

Le Décret de Dublin a des conséquences dangereuses, voire mortelles pour les réfugiés, puisqu'il légitime les traitements inhumains de certains pays de l'UE envers les hommes qui demandent secours. L'intérêt des réfugiés, introduire une demande d'asile dans le pays de leur choix, est dédaigné; ce qui importe est l'intérêt de la plupart des pays de l'UE de tenir les réfugiés le plus loin possible de leur ressort ou bien de s'en débarrasser au plus vite.

Les pays aux frontières extérieures de l'UE, le plus souvent les pays de première arrivée, sont ainsi chargés du plus grand poids financier et social.

Du point de vue des quotas d'accueil on ne peut guère constater une solidarité quelconque.

Le 8 juin 2013, donc tout récemment, est devenu un point culminant de la politique d'expulsion de l'UE et une journée noire pour les réfugiés, car date à laquelle a été signé l'accord sur la reprise (des réfugiés) avec le Maroc.

Cet accord dans le cadre de la PEV (Politique Européenne de Voisinage), qui rend possible que les réfugiés transsahariens de l'UE soient expulsés vers le Maroc, a reçu sa version définitive, le 1<sup>er</sup> mars à Rabat, lors de la visite de Cecilia Malström, Commissaire Européen des Affaires Intérieures. Avec la PEV on institue des rapports privilégiés entre l'UE, le Maroc et la Tunisie, l'Algérie étant associée. La disposition du Maroc de reprendre tous les réfugiés et migrants qui sont arrivés dans l'UE à travers le Maroc, est achetée avec des facilités de visas pour étudiants et commerçants.

Même les parlementaires critiques de l'UE ne voient pas de possibilité d'arrêter ce processus de verrouillage progressif, célébré par l'UE comme succès politique et dont tous les intéressés connaissent le résultat: d'innombrables gens sans moyens qui ont échoué au Maroc ,augmentés de ceux qui ont été expulsés de l'Europe, sont exposés à un scénario de menaces et d'excès de violence loin de la protection des droits de l'homme.

Beaucoup d'entre eux ne survivront pas, en outre le danger augmente d'une escalade qui pourrait mener à des situations proches d'une guerre civile.

Dans la logique politique, l'Europe non seulement s'accommode de la mort d'innombrables hommes que le désespoir a mis en fuite, mais leurs souffrances et leur mort sont dans le collimateur de l'agenda européen sur les réfugiés.

Avec la transposition vers le quotidien des assertions politiques les autorités des affaires étrangères ont construit de nombreux obstacles dangereux et violents ayant pour but d'empêcher l'entrée des pays de l'UE aux réfugiés, resp. de leur rendre le séjour insupportable. Les rapports de la part de quelques organisations pour les réfugiés dans l'Eurégio montrent de façon concrète les problèmes suivants:

- Expulsions, en particulier de Roma (individus et familles) qui vivent en Allemagne depuis longtemps, y ont fait leur scolarité et ne connaissent ni la langue de leur "patrie", ni ne sont familiers avec les circonstances là-bas. (Rapports de Aix-la-Chapelle, Mönchengladbach et de l'aéroport de Düsseldorf)
- Pratique rigide dans beaucoup de bureaux pour étrangers
- Incarcération de réfugiés sans aucun délit pénal
- refoulement dans l'illégalité de réfugiés non reconnus (Belgique) avec des conséquences considérables pour le ravitaillement, la santé, l'éducation des enfants
- suppression des dons selon la loi sur les prestations des demandeurs d'asile, lorsqu'on suppose manque de soutien ou obtention frauduleuse de sécurité sociale, ce qui arrive souvent de façon totalement arbitraire et incorrigible
- refus de tout soutien financier ou matériel, p.ex. en Belgique, avec pour conséquence que le séjour des réfugiés là-bas est une non-existence sans aucune protection.

Ces expériences régionales reflètent la misanthropie de la politique actuelle à propos des réfugiés. Cela concerne les pays individuels comme la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas de même que toute l'Union européenne.

Souvent les réfugiés sont emprisonnés dans le but de les expulser, maintes fois aussi les mineurs d'âge doivent persévérer pendant des semaines en détention d'expulsion. En cas d'expulsions sans détention préliminaire le délai entre la décision d'expulsion et l'exécution est souvent tellement serré que le temps manque pour introduire un avocat ou une demande d'arrêt d'expulsion. L'emprisonnement de réfugiés sans procès verbal pénal est en contradiction éclatante avec la Constitution et le système juridique démocratique.

Même en cas de tolérance, les conditions de vie sont sans protection, car celle-là est toujours de courte durée. Chaque contrôle peut avoir l'expulsion comme conséquence. Cette procédure peut s'étendre sur des années (les soi-disant tolérances en chaîne) et finira quand-même par l'expulsion de personnes qui déjà sont souvent mentalement bouleversées.

Ces derniers temps c'étaient en particulier des Roms, souvent des familles entières, qui étaient frappés par ces expulsions en chaîne.

Pendant la procédure de demande d'asile une interdiction de travail et de formation est en vigueur pour la première année, de sorte qu'on refuse à ces gens toute intégration sociale; ensuite, la durée de leur séjour étant incertaine, il leur est quasiment impossible de trouver du travail. Les jeunes ont bien droit à une formation, mais la durée restreinte de la tolérance ou l'incertitude sur l'avenir égalent pratiquement une interdiction de formation. Le ravitaillement des demandeurs d'asile, loin au-dessous du niveau qui vaut pour la population locale, ne s'est pas amélioré depuis l'assimilation des allocations décrétée par la justice en juillet 2012, car souvent il est question de réductions chicanesuses et d'allocations matérielles et financières discriminatoires.

## **Les conventions internationales obligatoires**

L'exclusion politique de réfugiés et leur traitement inhumain par les lois, les autorités et leurs organismes exécutifs non seulement sont inouïs du point de vue éthique et humanitaire, mais encore parce que les états qui prennent ces mesures mortelles, agissent contre les accords internationaux dont ils se dé-

clarent naturellement partisans dans leurs discours du dimanche et dans leurs discussions soignées:

- la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948),
- la Convention de Genève sur les réfugiés (1951),
- la Convention européenne des droits de l'homme (1998)
- les Résolutions du Conseil de l'Europe de l'an 1999 (à Tampere, Finlande)
- la Convention des droits de l'enfant des Nations Unies (1989) et la
- Convention européenne sur la pratique des droits de l'enfant

A Tampere, entre autres, fut confirmé l'importance du **“droit inconditionnel à l’asile et décidé une politique d’asile commune européenne, qui, ainsi le président du Conseil finlandais, repose sur l’application illimitée et totale de la Convention de Genève”**, et il a déclaré **“que toutes les mesures à prendre soient mesurées à celle-là.”**

Jusqu'ici pratiquement aucune de ces déclarations d'intention a été mise en pratique, les violations des conventions sur les droits humains définissent le quotidien de la politique sur les réfugiés et l'asile. Avec le Décret de Dublin de 2003 a été adopté une pratique d'exclusion rigide de l'UE envers les réfugiés, les contrôles aux frontières ont été renforcés jusqu'à l'imperméabilité et les possibilités de demander l'asile dans l'UE se sont rétrécies au minimum, sauf pour quelques exceptions politiquement voulues et économiquement utiles.

Beaucoup d'acteurs actifs dans des ONG et qui s'engagent pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, mais aussi des parlementaires européens critiques, la Cour européenne et le Tribunal fédéral ont montré le déficit humanitaire, juridique et éthique de la politique européenne d'asile dans de nombreuses estimations et conclusions critiques ainsi que dans la pratique de tous les jours. Les nouvelles versions des règlements dans cette matière, publiées au milieu de cette année par le Parlement européen, auraient rendu possible des rapports de l'Union européenne avec les réfugiés et demandeurs d'asile sur une nouvelle base de respect conforme aux droits de l'homme.

Les commentaires et évaluations présents jusqu'ici arrivent en majorité à la conclusion, qu'à l'opposé de quelques améliorations apparentes des droits sont supprimés par des procédures aggravantes ou excluanes – d'ailleurs le plus souvent contre les conceptions généralement humanitaires de la Commission européenne.

La directive d'accueil de l'UE, dans laquelle sont réglées les conditions d'accueil pendant la procédure d'asile, apporte des progrès dans l'accès au marché du travail, dans la sécurité sociale, dans les soins de santé et pour l'identification des nécessiteux, mais en laisse finalement l'application aux états individuels, sans les obliger au moins à des standards minimum; en même temps les motifs d'incarcération pour demandeurs d'asile sont élargis et l'incarcération de mineurs d'âge, qui enfreint tous les accords internationaux, est bien réglée plus ou moins selon les droits de l'enfant, mais toujours admise.

La nouvelle version du Décret de Dublin – Dublin III – sur la compétence des états membres dans la procédure d'asile, enlève aux demandeurs d'asile un des derniers mécanismes de protection, la protection subsidiaire en cas de menace de torture, entre autres. Elle prononce bien une défense de déplacement en cas de pénurie systématique dans le pays de destination, prévoit des entretiens personnels, des recours en justice et des règles plus claires pour la transmission du certificat de domicile, dans l'art. 6 il y a une garantie sur le bien-être pour les mineurs d'âge, mais en général toutes les formulations restent tellement vagues et donnent aux états et aux autorités une telle marge de jugement, que finalement on peut mettre en doute les améliorations pratiques pour les personnes en quête de protection et de secours.

Finalement la nouvelle version de la directive UE sur la procédure d'asile prévoit un soi-disant "règlement sur les états d'origine et états tiers sûrs", dont la notion de sécurité sans aucun cadre défini ou de droit humain donne place à des interprétations arbitraires quant à savoir quand et quel état peut être qualifié de "sûr" et ouvrira ses portes. Pour les demandeurs d'asile cela augmente le risque d'être livré à des conditions établies pour leur destruction mentale et physique.

Cette menace est accentuée par l'amplification grandissante de raisons de dits processus accélérés ou procédures frontalières qui cachent un risque élevé d'emprisonnements ou de refoulements dans le pays d'origine, impliquant des conséquences catastrophiques pour les concernés, dont certains s'avèrent être mineurs.

Un point culminant dans cette stratégie politique indigne d'exclusion de personnes désespérées et épuisées qui fuient vers nous est, last but not least, la nouvelle version de la directive "Eurodac" dans laquelle est réglementée qu'en tant que mesure de secours pour l'exécution du Décret de Dublin, on prendra

et mémoriser les empreintes digitales des réfugiés. La réglementation actuelle prévoit, au mépris des droits fondamentaux des réfugiés, en particulier leur droit à une vie privée et à la protection de leurs données, que les données Eurodac puissent être comparées avec celles d'Europol.

Ainsi tout demandeur d'asile devient suspect criminel, la stigmatisation arbitraire des demandeurs d'asile obtient une base formelle et pour eux les droits humains substantiels sont abolis de façon encore plus systématique que jusqu'ici.

Tout cela sonne monstrueux, est inconcevable et pourtant se passe au nom de l'UE qui précisément par ses mérites pour les droits de l'homme et la paix a reçu le prix Nobel de la paix. Cela est cynique et incompatible avec la réalité des meurtres tolérés et financés par l'Europe et à justifier par ses politiciens. En règle générale l'exclusion dans les états voisins est financé par les moyens de l'UE. Ainsi le problème des réfugiés est transféré par cette politique de blocus. L'observation des droits de l'homme n'y joue aucun rôle. Bref, la politique européenne sur les réfugiés est en vive contradiction avec l'idée et les termes des déclarations, conventions et accords qui, mesurées à la réalité politique, ne valent pas le papier sur lequel elles ont été écrites. Une Europe qui prend au sérieux ses responsabilités civilisatrices, éthiques et humanitaires, devrait comprendre les réfugiés comme une chance cosmopolitique et les intégrer naturellement et de façon active.

## Notre devoir chrétien

Au regard de cet inventaire de la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile en Europe, nous ne pouvons que conclure: Il est grand temps qu'en tant qu'Eglise nous rappellions publiquement à l'état et à la société la responsabilité envers leur propre histoire allemande. Par l'échec et la culpabilité de nos Eglises (allemandes) nous avons appris: "Wehret den Anfängen". La barbarie, la violence et l'assassinat brutal de gens qui cherchent protection doivent immédiatement prendre fin. Plus jamais notre Eglise ne pourra se taire lorsque des hommes sont systématiquement et délibérément torturés et assassinés ou abandonnés à leur sort. Sinon nous nous rendons encore coupables de la mort de gens désespérés.

Parmi nos devoirs envers les gens qui veulent venir vers nous, d'Afrique et d'ailleurs, il faut aussi et toujours que nous nous rendions compte que la situation catastrophique actuelle dans la vie et dans le ravitaillement sur le continent africain est à terme une conséquence directe de l'exploitation coloniale du XIX<sup>ème</sup> siècle.

L'exploitation colonialiste suivie jusqu'ici de celle impérialiste – ou néo-libérale – des ressources naturelles du continent africain a pour conséquence que beaucoup de pays jusqu'à nos jours n'ont guère eu les possibilités de trouver et de développer leurs propres chemins économiques, culturels et politiques. Relations commerciales injustes, les effets du changement climatique, spéculations avec des vivres et crises de nourritures, dépossession des terres et privatisation des produits de base tels semences et eau, touchent durement les gens dans les régions les plus pauvres. Ce sont pourtant les pays industriels, en particulier les pays de l'UE qui en sont avant tout responsables. Les états membres de l'UE profitent de l'accès aux nouvelles sources d'énergie en Afrique du nord et de l'exploitation des soi-disant terres rares. Avec des traités commerciaux unilatéraux on exploite les zones de pêche et on détruit les marchés locaux, qui sont submergés par les produits hautement subventionnés provenant d'Europe. En attendant, des stratégies militaires comme moyens prétendument légitimes pour protéger les ressources, sont devenues évidentes. Si, de notre côté, nous aurions dû vivre dans des conditions comparables, personne n'aurait eu d'autre choix qu'entre le sacrifice de soi-même et l'espoir de la fuite vers le paradis apparent de l'Europe.

Pour nous chrétiens, le fait que notre présent paisible et saturé est protégé par des atteintes massives aux droits de l'homme est une provocation insoutenable, étant incompatible avec les bases de notre foi qu'elle contredit profondément. Dans la résolution de 2003 nous avons motivé ainsi la résistance chrétienne nécessaire: ***“L'homme a été créé à l'image de Dieu. La communion en Christ supprime les confins et les différences entre les hommes dans leurs rapports mutuels. Ce sont des indications essentielles que la discrimination, l'exclusion et la répression d'hommes sont en contradiction profonde avec le message biblique et l'évangile de Jésus-Christ.”***

Aujourd'hui nous y ajoutons que pour nous, la dignité des hommes est un bien suprême et non négociable. Nous ne pouvons, ni ne voulons accepter que les hommes dans le besoin de notre temps deviennent l'objet d'une politique dirigée non pas vers les besoins et les droits de l'homme, mais vers le profit et



le bien-être personnel. Pour nous autres, chrétiens, la fuite d'hommes devant des conditions de vie indignes est un droit divin qui revient à tous les hommes, indépendamment de l'origine, du sexe et de la religion. Violer délibérément le commandement de protéger les réfugiés et de leur offrir l'hospitalité détruira la base du devoir chrétien, qui est de rencontrer tous les hommes avec miséricorde et charité et d'être un bon prochain.

Le dédain du droit à la vie de personnes souffrant physiquement et psychologiquement, qui sans nourriture et eau, sans soins médicaux, sans argent, sans moyens de communication sont abandonnées et livrées à une mort certaine, ne peut être qualifié autrement que comme meurtre. Nous n'oublions pas l'histoire et elle nous a enseignés: les crimes contre des hommes innocents pendant le régime fasciste ont été excusés par la plupart des Allemands avec le prétexte qu'ils l'ignoraient. Aujourd'hui de telles excuses sont exclues face à une information complète. Pour nous en tant que membres d'Eglises chrétiennes, l'aveu de Dietrich Bonhoeffer, un chrétien, victime de la violence meurtrière du fascisme le 9 avril 1945, est une obligation. Ses paroles nous exhortent à regarder et nous appellent à agir et – si besoin en est – à la résistance contre les lois et les pratiques qui dégradent et livrent à des menaces mortelles les réfugiés dont le sort ressemble par trop au sien:

***“L'église avoue avoir vu l'application arbitraire de violence brutale, la souffrance physique et mentale d'innombrables innocents, la haine et le meurtre, sans élever sa voix pour eux, sans avoir trouvé les moyens pour courir à leur secours. Elle est devenue coupable de la vie des plus faibles et plus démunis frères de Jésus-Christ.”***

(D. Bonhoeffer, Schulbekenntnis, in Ethik, 11. Auflage 1985, S. 118-123).

## Parer la détresse

Nous, expéditeurs de cette résolution, nous demandons avec force aux responsables des Eglises et des organisations politiques de faire tout ce qui est dans leur pouvoir pour terminer immédiatement ces situations et mesures insupportables.

Nous exigeons du Parlement européen qu'il se distancie de la politique européenne d'exclusion et qu'il insiste à ce que, aux frontières extérieures de l'Europe, en particulier dans les pays du Maghreb, les Droits de l'Homme valent aussi pour les réfugiés. En cas de manque de disposition à traiter les réfugiés conforme aux Droits de l'Homme et de leur accorder les droits et les secours qui en dérivent, de refuser aux pays du Maghreb tous les moyens financiers de la part de l'UE, qui selon nos informations montent à au moins 800 millions d'Euro par an, et de revenir sur tous les engagements dans le cadre de l'accord sur le refoulement.

Nos revendications et appels pour mettre terme à une politique d'asile et de réfugiés meurtrière devront entrer haut et fort dans la conscience à tous les niveaux ecclésiastiques et politiques.

**Jürgen Baumgart**

Pasteur

Rue Abbé Peters 42

B-4960 Malmedy

E-Mail: baumgartjuergen@gmail.com

Herausgeber: Evangelischer Kirchenkreis Aachen  
Superintendent Hans-Peter Bruckhoff  
Fotos: Jens Sannig  
Satz und Layout: [www.grafische.de](http://www.grafische.de), Ute Küttner, Aachen  
Druckerei Quickprint, Aachen  
Auflage: 5.000 Exemplare  
Erscheinungsjahr: 2014

### **Weitere Informationen unter:**

[www.dioezesanrat-aachen.de](http://www.dioezesanrat-aachen.de)

[www.kkrjuelich.de](http://www.kkrjuelich.de)

[www.kirchenkreis-aachen.de](http://www.kirchenkreis-aachen.de)

[www.ev-kirche-krefeld-viersen.de](http://www.ev-kirche-krefeld-viersen.de)

[www.protestanet.be](http://www.protestanet.be) (Vereinigte Protestantische Kirche in Belgien)

[www.bisdom-roermond.nl](http://www.bisdom-roermond.nl)

[www.pkn.nl](http://www.pkn.nl) (Protestantse Kerk in Nederland)

